

APCE



La Présidente de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, **Liliane Maury Pasquier**, a effectué une visite officielle en Arménie du 26 au 28 mars 2019.

Au cours de cette visite, elle a rencontré le président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le ministre des Affaires étrangères et le ministre du Travail et des Affaires sociales.

Des réunions sont également prévues avec les chefs de groupes politiques et les présidents de différentes commissions parlementaires, ainsi qu'avec la délégation arménienne à l'APCE.

Mme Maury Pasquier a participé également à une table ronde sur les questions de genre avec le défenseur des droits de l'homme et des représentants de la société civile.

(...)



Le Premier ministre **Nigol Pachinian** a rencontré la présidente **Liliane Maury Pasquier**, à l'Assemblée nationale.

Le Premier ministre a déclaré que le Conseil de l'Europe et l'APCE étaient des partenaires majeurs de l'Arménie pour le développement de la démocratie et le renforcement de la société civile. Selon lui, le lancement de réformes politiques l'année dernière était lié à ces processus. "Le gouvernement de l'Arménie a un vaste

programme de réformes démocratiques, et la coopération active avec les institutions européennes, y compris le Conseil de l'Europe (CoE) et l'APCE, revêt une importance capitale pour la mise en œuvre effective de ces réformes", a déclaré M. Pachinian.

La Présidente a déclaré qu'elle était heureuse de rencontrer le Premier ministre et de discuter de questions de coopération. Selon elle, l'APCE a suivi de près et continue de suivre les développements en Arménie et se félicite du fait que les réformes politiques sont mises en œuvre de manière pacifique et non violente. «Les citoyens arméniens ont réussi à mener à bien des réformes démocratiques pacifiques, ce qui est un grand exploit pour l'Arménie», a-t-elle déclaré, évoquant les résultats des élections législatives anticipées, ajoutant que le fait que la majorité des citoyens votent pour le parti politique dirigé par le Premier ministre arménien est un grand soutien pour le gouvernement dans la mise en œuvre des réformes. Elle a assuré que le CoE et l'APCE étaient prêts à soutenir l'Arménie dans ce processus.

Les interlocuteurs ont discuté des perspectives d'approfondissement du partenariat bilatéral. Pachinian a déclaré que le renforcement des capacités et le développement institutionnel de la démocratie et, dans ce contexte, le renforcement continu des institutions politiques, le renforcement et le renforcement des tribunaux, y compris le fonctionnement d'un pouvoir judiciaire indépendant, le renforcement de la liberté d'expression, sont les priorités du gouvernement.

La Présidente s'est félicitée de l'initiative d'entreprendre des réformes dans les secteurs mentionnés.

Exprimant sa gratitude envers la Présidente de l'APCE pour sa volonté, le dirigeant arménien a déclaré que l'Arménie était un membre à part entière du Conseil de l'Europe et de l'APCE et souhaitait renforcer le partenariat avec les institutions européennes afin d'élever le niveau de démocratie en Arménie depuis que les citoyens arméniens ont gagné ce droit et le que gouvernement fera de son mieux pour les satisfaire.

(...)



Le président arménien **Armen Sarkissian** a donc reçu mercredi la Présidente de l'APCE **Liliane Maury Pasquier**.

Mme Maury Pasquier a indiqué qu'elle suivait attentivement les changements survenus en Arménie l'année dernière.

S'exprimant au sujet des élections législatives anticipées en Arménie en décembre, elle a souligné l'importance de la tenue de ces élections pour renforcer la démocratie dans le pays.

(...)



«Les autorités arméniennes sont extrêmement conscientes des attentes extrêmement élevées de la population en matière de changement,» ont déclaré les co-rapporteurs de l'APCE pour le suivi de l'Arménie, **Yuliya Lovochkina** (Ukraine, SOC) et **Andrej Šircelj** (Slovénie, PPE/DC), à la suite d'une visite à Erevan du 12 au 14 mars 2019.

Selon eux, il est donc important que les réformes en cours de formulation conduisent à des résultats concrets et tangibles. Ils se sont félicités de l'engagement pris par les députés de confier à l'Assemblée nationale arménienne un rôle central dans le système institutionnel, ainsi que du souhait des membres de l'exécutif d'une meilleure répartition des pouvoirs. "La tradition de la" verticale du pouvoir "est ancienne en Arménie et toute volonté déclarée de mettre en place un véritable équilibre des pouvoirs ne peut qu'être saluée", ont-ils déclaré, soulignant que cela contribuera à l'enracinement d'une véritable culture démocratique en Arménie, marqué par la tolérance et l'acceptation d'une pluralité d'opinions.

«Nous nous félicitons des nombreuses réformes majeures en préparation concernant l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'adoption d'une nouvelle politique pénale et la création d'institutions spécifiquement dédiées à la lutte contre la corruption et la discrimination, et nous nous félicitons également de l'intention affichée de développer ces politiques de manière inclusive.»

Les co-rapporteurs suivront avec attention la mise en œuvre concrète de ces réformes. Ils ont appelé les autorités arméniennes à tirer parti du très important soutien public actuel pour intensifier leurs efforts en matière de réforme sociale, notamment par l'amélioration des services sociaux pour tous les Arméniens, ainsi que par des réformes dans des domaines sensibles à la société arménienne, comme la lutte contre la violence domestique, les inégalités entre les hommes et les femmes ou les droits des personnes LGBTI. Ils ont également appelé tous les interlocuteurs à

veiller à ce que l'Arménie ratifie les conventions d'Istanbul et de Lanzarote, qu'elle a signées.

À la suite d'une visite précédente effectuée en mai 2018, les co-rapporteurs ont salué la maturité avec laquelle les forces politiques arméniennes et le peuple arménien ont géré la révolution pacifique et la transition politique qui a suivi.

"Cette transition est maintenant terminée avec les élections de décembre 2018, considérées comme libres et équitables par tous les observateurs internationaux et la grande majorité des acteurs politiques arméniens que nous avons rencontrés.

Les changements que traverse le pays sont profonds. Le Conseil de l'Europe et son Assemblée parlementaire sont à la disposition du peuple arménien et de ses représentants pour assurer le succès de la préparation et de la mise en œuvre de ces changements», ont conclu Mme Lovochkina et M. Šircelj.